



Journal de Roubaix

DIRECTRICE: MADAME VEUVE ALFRED REBOUX

France de l'Est	3 mois, 22.00	6 mois, 40.00	1 an, 75.00
Europe occidentale	3 mois, 25.00	6 mois, 45.00	1 an, 80.00
Inde	3 mois, 30.00	6 mois, 55.00	1 an, 95.00
Union Postale Turc	3 mois, 25.00	6 mois, 45.00	1 an, 80.00
Tarif E.	30.00	50.00	90.00

REDACTION: ROUBAIX, 68 à 71, Grande-Rue. Tél. 24, 25, 26, 27 et 28. 29.
 LILLE: 2, rue Faidherbe, Tél. 27.07.
 PARIS: 13, boulevard des Capucines, Tél. Louvre 09.49.
 MOUSCROIX: 105, rue de la Station, Tél. 5.44.

Produits de Marque
 amonés dans le Journal de Roubaix
 Elles ont toujours
 l'assentiment pour répondre
 aux besoins de la clientèle

BILLET PARISIEN

La division du groupe socialiste

(D'UN RÉDACTEUR SPÉCIAL)

PARIS, 1^{er} MARS (Minuit).

On devrait pouvoir éprouver, après le vote définitif des projets financiers, un sentiment de soulagement. Malheureusement, il ne semble pas que le but que s'étaient proposé le Gouvernement et les Chambres ait été pleinement atteint. A l'heure d'être ballottés entre le Luxembourg et le Palais-Bourbon, le projet primitif a subi beaucoup de son efficacité. Néanmoins, les paroles de ce projet ont suscité les plus vifs révélements et les plus intéressants débats. Elles ont permis de donner satisfaction aux intérêts. Bref, il faut se louer d'un premier effort accompli dans le sens du redressement financier, il faut aussi se proposer un effort plus complet. Non certes dans le domaine fiscal, car on a déjà demandé aux contribuables plus qu'ils ne pouvaient donner, mais dans le domaine psychologique et moral.

Le problème de la trésorerie, plus angélique que le problème budgétaire d'aujourd'hui, n'a pas été résolu dans les projets votés la nuit dernière. La nécessité de faire appel à l'emprunt pour parer au bon de la période des vaches maigres, fait à l'Etat l'obligation d'inspirer une confiance sans bornes. Or, cette confiance ne renaîtra qu'autant que la sagesse des petits épargnants, déçus par les opérations de conversion, ou plutôt par leurs suites, aura constaté le retour de l'apaisement et de la stabilité gouvernementale.

Or, nous voyons la majorité cartelliste s'effriter sans qu'aucune tentative sérieuse ait été faite pour donner au Gouvernement une base parlementaire plus solide. On ne devrait jamais se lasser de répéter que le remède à la crise financière est bien simple: un remède politique que technique. La politique n'est pas bonne quand nous voyons les socialistes voter à contre-cour de projets qui ne répondent pas à leurs conceptions, et même se diviser à propos de ce vote.

Le fait politique de la nuit est, sans contredit, le vote hostile aux projets financiers — et, par suite, au Gouvernement — émis par vingt députés appartenant au groupe socialiste, et notamment tous les députés socialistes du Nord qui mélangent dans leurs votes à ceux des députés de la droite et du centre. Quatre autres membres du même groupe — non compris M. Fournier-Buisson qui présente la situation — ont voté abstention. La situation dans ce groupe socialiste devait être fluide par le geste de M. Léon Blum, qui a donné sa démission de président du groupe S.F.I.O. de la Chambre.

Ainsi, devant les responsabilités, même atténuées par les nombreuses concessions du Sénat, les socialistes ne peuvent éprouver véritablement le Gouvernement. Que fera-t-ils demain le conseil national du parti S.F.I.O. lorsqu'il sera saisi de ces menaces de dissolution? Faut-il croire qu'il reviendra sur ses décisions antérieures et donnera un blanc-seing à ses mandataires pour agir au mieux des intérêts du public? Ou, au contraire, qu'il blâmera ceux des députés du parti — les plus grands nombres — qui ont collaboré trop étroitement avec la bourgeoisie?

Le problème politique est donc loin d'être résolu. Convient-il dès lors de s'en tenir à l'atmosphère d'incertitude qui n'est pas complètement dissipée par le vote de mépris qui, au surplus, par leur nature même, ne peuvent provoquer l'enthousiasme de personne?

L'AMBASSADE DE FRANCE A WASHINGTON

(W. W. F.)
 M. André de LA BOULAYE
 qui remplacera prochainement M. Paul Claudel à l'Ambassade de France à Washington.

Une avare en mourant laisse 200.000 francs dans une valise

Onze, 1^{er} mars. — Mlle Caron, âgée de 70 ans, vivait seule dans un appartement de la rue Victor-Hugo. Ses voisins ne l'avaient pas aperçue depuis deux jours, avaient la police. La porte, ayant été forcée, les arrivants découvrirent sur un lit fait de vieux papiers, Mlle Caron qui gisait sans mouvement. Des agents la transportèrent à l'hôpital.

Après une rapide inspection de la chambre, le commissaire de police gisa une valise dans laquelle se trouvaient 200.000 francs en billets de 100 francs et en espèces. On y trouva aussi un certain nombre de bijoux, le tout évalué à 10.000 francs. Mlle Caron est morte à l'hôpital.

La Chambre et le Sénat se sont mis d'accord hier matin pour voter le douzième provisoire de mars

Le fameux article 83 contre lequel ont voté tous les députés du Nord sauf un et qui fut accepté par 104 socialistes sur 129, a amené la démission de M. Léon Blum de la présidence du groupe S.F.I.O. de la Chambre

A la Chambre

Paris, 1^{er} mars. — Après trois semaines de discussion tant dans les commissions qu'en séance publique au Palais-Bourbon et au Sénat, le Gouvernement a fini par obtenir mercredi matin, après avoir posé la question de confiance dans les deux assemblées, le vote du projet de douzième provisoire. La Chambre, au cours de la nuit de mardi avait fini par adopter par 330 voix contre 250 le texte transaccionnel sur l'article 83, relatif au prélèvement provisoire sur les traitements des fonctionnaires auquel la grande majorité du groupe socialiste s'était rallié et sur lequel M. Daladier avait posé la question de confiance.

A noter que M. Léon Blum a voté « blanc », c'est-à-dire en faveur du Gouvernement.

En revanche, vingt des membres du groupe socialiste ont voté « blanc », c'est-à-dire contre le Gouvernement.

La démission de M. Blum de la présidence du groupe S.F.I.O.

On sait qu'au cours de sa réunion de cette nuit, le groupe socialiste a voté une motion renvoyant M. Léon Blum et le félicitant pour l'action qu'il a menée au sein du groupe, ainsi que les libérations dont il a dirigé ses démarches.

Néanmoins, on a appris, par la suite, qu'après la réunion, M. Léon Blum, en présence des divergences de vues qui s'étaient manifestées au sein du groupe et des décisions qui avaient été prises contre son gré, en ce qui concerne le maintien l'union d'action et de discipline au sein du groupe. Ses prévisions se sont trouvées d'ailleurs confirmées du fait qu'une vingtaine de membres du parti socialiste, ont voté contre le Gouvernement, alors que le reste votait pour, en sorte que, contrairement à ce qui s'était passé jusqu'à présent, le groupe parlementaire socialiste s'est trouvé, cette nuit, profondément divisé.

M. Vincent Auriol démissionnerait à son tour

Plusieurs membres du groupe socialiste ont assuré que la retraite de M. Léon Blum entraînerait celle de M. Vincent Auriol, qui, se solidarisant avec le président du groupe parlementaire aurait, dès à présent, l'intention de donner sa démission de secrétaire général du groupe.

D'autre part, quelques-uns des députés du groupe socialiste, qui ont voté, cette nuit, contre le Gouvernement se disposent, en effet, à demander au parti et en particulier à la commission administrative permanente, de convoquer un congrès national exceptionnel, avant celui qui avait été prévu pour le 4 juin prochain, à Avignon, afin de permettre aux délégués du parti socialiste de statuer sur la question

Le vote quasi unanime des députés du Nord

Sur l'article 83 relatif à la contribution exceptionnelle et provisoire sur les traitements des fonctionnaires, le Gouvernement avait posé la question de confiance sur l'adoption. On vota contre, pour le département du Nord: MM. Bouché, Camier, Combarès, Dorez, Lefebvre, Lagrange, Le-

Les répercussions politiques des votes de la nuit

Le vote de cette nuit a eu, comme contre-partie, un événement politique qui a fait l'objet de nombreux commentaires dans les couloirs de la Chambre: pour la première fois, depuis le début de la législature, le groupe socialiste s'est trouvé divisé sur un vote de confiance au Gouvernement.

La minorité se propose de demander la convocation d'un congrès ou tout au moins d'un conseil national du parti pour donner, le cas échéant, de nouvelles directives au groupe parlementaire, si son attitude n'était pas jugée conforme à celle que les précédentes assemblées du parti lui avaient enjoigné.

On se demandait pourtant, cette nuit, à la Chambre, en attendant le vote définitif du Sénat, si un organisme qui serait l'expression même de la volonté des militants du parti aurait désormais assez d'autorité pour imposer de nouveau au groupe socialiste une unité de vote et de discipline comme celle qu'il avait eue jusqu'à présent ou, au contraire, la session qui venait de s'ouvrir n'aurait pas en s'achévant jusqu'à la fin de la législature, entraîné entre ses deux fractions opposées, une démission inévitable.

La majoration de 10 % de l'impôt général sur le revenu

A la suite du vote des projets financiers par la Chambre et le Sénat, beaucoup de gens se demandent en quoi consiste exactement la majoration de 10 % de l'impôt sur le revenu qui a été décidée.

Il importe de savoir que deux sortes d'impôts frappent les salaires, traitements, bénéfices, etc.: l'impôt général sur le revenu et l'impôt général sur le revenu. Seul le taux de ce dernier impôt a été majoré de 10 % par rapport à 1932.

Un exemple concret permettra de se rendre compte de cette majoration.

Un employé qui avait payé l'an dernier comme impôt sur ses appointements: au titre de la cédule, 1.250 francs, et au titre de l'impôt sur le revenu 400 fr., soit au total 1.650 fr., paiera cette année 1.250 fr. pour la cédule, et au titre de l'impôt sur le revenu 400 fr. plus 10 %, soit 440 fr. Cet employé, qui avait payé 1.650 fr. d'impôts paiera donc 1.690 fr.

Cent fonctionnaires communistes berlinois sont arrêtés

Dans la journée de mardi, plus de cent fonctionnaires du parti communiste berlinois ont été arrêtés. Les cellules de la préfecture de police n'ont pas suffi à les loger et une partie a dû être transportée dans une autre prison.

Le drapeau hitlérien, flotta depuis mardi soir, sur le Karl Liebknecht Haus, siège du parti communiste berlinois. Une section d'assaut raciste a pris position devant le Karl Liebknecht Haus, et tandis que son chef prononçait une allocution, trois nationaux-socialistes, en uniforme, hissaient l'échard de la croix gammée.

Deux Russes soupçonnés de complicité sont arrêtés en Autriche

Deux Russes arrivés mercredi matin, d'Allemagne, et soupçonnés d'avoir pris part activement à l'incendie du Reichstag, ont été arrêtés par la police de Linz. Les deux inculpés présumés ont été soumis à un rigoureux interrogatoire.

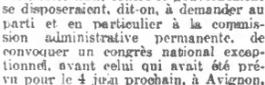
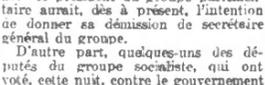
La Bavière va participer à la lutte contre le communisme. Le premier ministre Held, arrivé mercredi matin, à Berlin, s'est immédiatement entretenu avec M. Hitler. Il serait assuré au chancelier que le Gouvernement bavarois poursuivra avec énergie la même lutte que la Prusse contre le communisme.

Le nouveau Reichstag se réunit à Potsdam

Le Gouvernement national-socialiste vient de prendre une décision inattendue et de plus haut intérêt, politique. Le nouveau Reichstag élu dimanche prochain sera réuni à Potsdam, dans l'ancien château royal, ainsi que nous l'avons annoncé dans notre numéro du 26 février.

UN AVION DE BOMBARDEMENT AMÉRICAIN

(W. W. F.)
 LE « MYSTERY » DANS UN VOL D'ESSAI AU-DESSUS DE WRIGHT FIELD, DAYTON (OHIO)
 Cette balise volante, dénommée « Mystery », apparut tout en métal, possédant un train d'atterrissage qui, en vol, peut se replier sous le fuselage. Il transportait 1.000 kilos de bombes et atteint une vitesse de 300 kilomètres à l'heure.



La répression continue contre les communistes après l'incendie du Reichstag

En haut: LE DOCTEUR GOERING, LE CHANCELIER HITLER, LE PRINCE AUGUSTE-GUILAUME ET M. GEBBELS ARRIVENT AU PALAIS DU REICHSTAG APRÈS L'INCENDIE. (Photo Keystone.)

En bas: LES DÉBRIS DE LA COUPELLE DU REICHSTAG.



Berlin, 1^{er} mars. — L'enquête officielle sur l'incendie du Reichstag a établi, affirme le service de presse du Gouvernement allemand, que les incendiaires ne sont pas moins sept personnes ont été nécessaires pour transporter dans le pédoncule du Reichstag, des matériaux incendiaires et qu'au moins dix personnes ont dû participer à leur répartition dans le bâtiment.

Suivant l'enquête officielle, seule des habitants du Reichstag ont pu avoir une connaissance suffisante des lieux pour la préparation du forfait. C'est pourquoi les députés communistes qui, au cours de ces derniers jours, se sont trouvés très souvent au Reichstag, sont suspectés.

Trois témoins oculaires auraient vu, quelques heures avant l'incendie, l'incendiaire arrêté, Van der Luque, un communiste allemand, l'ancien député du Reichstag pour une visite de lieux. Le ministre de l'Intérieur prussien, M. Goring, fait savoir que les documents justifiant les mesures qu'il a prises contre le mouvement communiste, seront publiés incessamment.

La répression des menées communistes

L'action policière entreprise contre le parti communiste s'est poursuivie toute la nuit dernière. Plus de 200 personnes ont été arrêtées et conduites immédiatement à la préfecture de police où elles ont été soumises à un long interrogatoire.

Le bureau du commissaire principal de la section politique offrait un spectacle particulièrement intéressant. Sans interruption, jusqu'aux premières heures de l'aube, de nouveaux prévenus étaient introduits, encadrés par des agents de la préfecture de police qui, après un interrogatoire détaillé, les ramenaient à la prison, où ils demeureront provisoirement incarcérés et soumis au régime d'isolement sévère le plus complet.

Le téléscripteur, au moyen duquel les commissariats de différents quartiers communiquent à la préfecture le résultat de leurs opérations policières, a fonctionné sans arrêt et contribuait à créer une atmosphère de fièvre, tandis qu'au dehors les patrouilles de police, sur pied d'alarme, circulaient dans les rues, donnant à l'aspect l'aspect d'une ville en état de siège.

Le CONTINGENTEMENT D'IMPORTATION DES CAFÉS

Paris, 1^{er} mars. — Le Journal Officiel publie ce matin un arrêté fixant le contingent d'importation des cafés pour le mois de mars, à 170.000 quintaux métriques, pour le café en fèves ou en peccolles; 27 quintaux métriques torréfiés ou moulu.

A Tourcoing, au cours d'une discussion une jeune fille blessée d'un coup de revolver l'ami de sa mère

(Ph. de J. de B.)
 Mercredi vers 7 h., un drame s'est déroulé rue de Gand, à Tourcoing, dont les conséquences ne paraissent pas devoir être très graves pour la victime.

Voici comment, au cours de notre enquête, nous avons pu reconstituer les faits.

Un ménage irrégulier
 Au numéro 1 de la rue Scamps, habite avec ses deux filles, M^{lle} Marcelle Boone. Cette dernière âgée de 18 ans, est divorcée vit avec un colporteur, Henri Delville, 86 ans, dont le mauvais caractère et aussi la paresse jaloux constamment la discorde à ce foyer qui, sans sa présence, eût vécu des jours heureux.

Les jeunes filles Jeanne Schotte, 18 ans et Marcelle Schotte, 14 ans, travaillant à la journée à l'usine, elles sont mariées, chacune, à un ouvrier.

Les jeunes ouvriers et le chômage

(De notre correspondant particulier.)
 BRUXELLES, 1^{er} MARS 1933.
 La Chambre vient de terminer un long débat sur le chômage des jeunes ouvriers ou des jeunes gens qui, ayant fini leurs études primaires, se sont trouvés devant des usines et des ateliers fermés par la crise, au moment où ils allaient apprendre un métier. Situation douloureuse et tragique. Que faut-il faire pour éviter à ces jeunes gens les terribles conséquences de l'inaction et de la faim, au moment où ils doivent choisir la voie qu'ils désirent suivre? C'est, somme toute, leur avenir et l'avenir de la nation qui se jouent en ce moment.

Si ces jeunes gens, condamnés au chômage, perdent le goût du travail, acquièrent des habitudes d'oisiveté et de vagabondage, alors qu'on joyer la misère singulière, s'ils prêtent l'oreille aux maîtres conciliateurs, aux excitateurs moscovites, s'ils ne rencontrent pas sur leur chemin et s'ils n'accrochent pas une forte discipline morale et les moyens d'occuper leurs loisirs forcés, soit en complétant leurs études, en fréquentant des écoles d'adultes, des écoles professionnelles, des bibliothèques, en visitant des usines, des musées, des champs, avec des conférenciers techniques, agricoles et autres, si les pouvoirs publics, Etat, provinces et communes, ne s'occupent pas la main pour poursuivre et réaliser cette œuvre de salut public, que deviendront demain ces milliers et ces milliers de jeunes gens abandonnés à eux-mêmes, à l'une des heures les plus dramatiques de l'histoire? Ils courent à leur perte.

Ce sont ces graves questions qui ont été soulevées au Parlement. Chose heureuse et qui prouve qu'il y a toujours des braves d'entente sur lesquels les partis peuvent être d'accord. La Chambre a fait l'unanimité sur cette question douloureuse. Et sur les socialistes ont été déposés un autre ordre du jour que celui de la majorité, c'est en vertu du principe qui veut qu'ils doivent faire de l'opposition politique à outrance; sinon, l'accord sur le principe d'aide aux jeunes chômeurs et sur ses modalités d'application est général.

Malgré leur impuissance, les pouvoirs publics ont tenté, au moins, de donner tout ce qui sera tenté pour occuper les jeunes chômeurs, pour les instruire, les éduquer et transformer leurs lamentables heures de chômage en heures de formation, de préparation technique et intellectuelle.

L'Etat compte, surtout, sur les usines et sur l'initiative des citoyens pour constituer une action vitale, utilisant les capacités du million. Des autres existent déjà et à la Chambre, même sur les bancs socialistes, on a rendu hommage à la jeunesse ouvrière chrétienne, aux jockeys, ceux-ci agissent depuis longtemps, avec un cœur admirable, pour leurs jeunes camarades. Depuis la crise surtout, leur rôle s'est accru, et leur action est plus que jamais considérable. Pour les groupes, les faire connaître et les améliorer, les socialistes viennent de lancer un organe mensuel, LE JEUNE CHÔMEUR, dans lequel on préche le courage, la confiance, l'esprit d'aide, l'initiative, en passant en revue tout ce qui est réalisé par les groupes et sections pour faire passer les jeunes chômeurs, à travers les courts matériels aux chômeurs. C'est une œuvre à encourager, parce qu'elle assure à la jeunesse, elle joint les moyens moraux et techniques qui, suivant le programme jockeys, feront que les jeunes sortront grands de la crise et capables de collaborer demain à la paix et au salut du monde.

Le nouveau Reichstag se réunit à Potsdam

Le Gouvernement national-socialiste vient de prendre une décision inattendue et de plus haut intérêt, politique. Le nouveau Reichstag élu dimanche prochain sera réuni à Potsdam, dans l'ancien château royal, ainsi que nous l'avons annoncé dans notre numéro du 26 février.

Un avion de bombardement américain

(W. W. F.)
 LE « MYSTERY » DANS UN VOL D'ESSAI AU-DESSUS DE WRIGHT FIELD, DAYTON (OHIO)
 Cette balise volante, dénommée « Mystery », apparut tout en métal, possédant un train d'atterrissage qui, en vol, peut se replier sous le fuselage. Il transportait 1.000 kilos de bombes et atteint une vitesse de 300 kilomètres à l'heure.

